



Marché de fournitures

Marché à procédure adaptée – articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du Code de la commande publique)

Cahier des Clauses Particulières

C.C.P.

Acquisition de véhicules terrestres

Marché n°2025_008_R

Acheteur : Parc amazonien de Guyane

1, rue de la canne à sucre
973 54 Rémire-Montjoly
Téléphone : 0594 29 12 52
Télécopie : 0594 29 26 58

SOMMAIRE

ARTICLE 1-	OBJET DU MARCHÉ – LIEU D'EXECUTION	1
1.1	OBJET DE LA CONSULTATION	1
ARTICLE 2-	CLAUSES ADMINISTRATIVES	1
2.1	TYPE DE MARCHÉ	1
2.2	ALLOTISSEMENT	1
2.3	DURÉE DU MARCHÉ	1
2.3.1	<i>Cadre générale</i>	1
2.3.2	<i>Reconduction du marché</i>	1
2.4	ÉTENDU DU MARCHÉ	1
2.5	DOCUMENTS CONTRACTUELS	2
2.6	CLAUSES DE REEXAMEN	2
2.7	MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	2
2.7.1	<i>Représentation des parties</i>	2
2.7.1.1	Représentation de l'acheteur	2
2.7.1.2	Représentation du titulaire	2
2.7.2	<i>Conditions d'exécution</i>	2
2.7.2.1	Période de préparation	2
2.7.2.2	Délais d'exécution	2
2.7.3	<i>Obligations du titulaire</i>	2
2.7.3.1	Obligation d'information	2
2.7.3.2	Obligation de confidentialité	2
2.7.3.3	Mesures de sécurité	3
2.7.3.4	Responsabilité du titulaire	3
2.7.4	<i>Garanties</i>	3
2.7.5	<i>Pénalités</i>	3
2.7.5.1	Pénalités diverses	3
2.8	RÉGIME FINANCIER	3
2.8.1.1	Forme et contenu des prix	3
2.8.1.2	Variation des prix	3
2.9	MODALITÉS FINANCIÈRES	3
2.9.1.1	Intérêts moratoires	3
2.9.1.2	Présentation des demandes de paiement	4
2.9.1.3	Taux de TVA	4
2.9.1.4	Monnaie	4
2.9.1.5	Transmission des factures	4
2.10	DISPOSITIONS DIVERSES	4
2.11	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	6
2.12	CLAUSES SOCIALES	6
ARTICLE 3-	CLAUSES TECHNIQUES	7
3.1	CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES	7
3.2	GARANTIES	8
3.3	MALUS/BONUS ET FRAIS DE CARTE GRISE	8
3.4	LIEU DE LIVRAISON ET TAXES	8
ARTICLE 4-	DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES	8

ARTICLE 1- OBJET DU MARCHÉ – LIEU D' EXECUTION

1.1 Objet de la consultation

Le Parc amazonien de Guyane souhaite acquérir pour les besoins de déplacement de ses agents, les véhicules suivants :

- Acquisition d'un pick-up de type 4x4

Cette consultation est une relance du marché 2025_008 déclaré sans suite initialement.

Les caractéristiques sont détaillées dans le présent CCP.

Lieu d'exécution : **Guyane française.**

ARTICLE 2- CLAUSES ADMINISTRATIVES

2.1 Type de marché

Le marché est un marché de fournitures.

La procédure utilisée est celle du marché à procédure adaptée – articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du Code de la commande publique)

2.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti

2.3 Durée du marché

2.3.1 Cadre générale

Le marché cours à compter de la notification de l'acte d'engagement.

2.3.2 Reconduction du marché

Sans objet

2.4 Étendu du marché

Le marché comprend :

- La livraison et la préparation des véhicules sur le territoire de la Guyane
- Les frais d'immatriculation et de carte grise
- Les interventions prévues dans le cadre de la garantie constructeur

2.5 Documents contractuels

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière (DPGF),
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- le mémoire technique remis par le prestataire à l'appui de son offre.
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021,

2.6 Clauses de réexamen

Sans objet

2.7 Modalités d'exécution des prestations

2.7.1 Représentation des parties

2.7.1.1 Représentation de l'acheteur

L'acheteur est représenté par les services du Secrétariat Général du Parc Amazonien de Guyane

2.7.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Ce dernier est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

2.7.2 Conditions d'exécution

2.7.2.1 Période de préparation

Il n'est pas prévu de période de préparation à la notification du marché.

2.7.2.2 Délais d'exécution

Les délais maximaux de livraison des véhicules à compter de la notification du marché sont les suivants : immatriculation et livraison avant le 31 Décembre 2025.

2.7.3 Obligations du titulaire

2.7.3.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

2.7.3.2 Obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu de maintenir pour confidentiel toute communication de renseignements, documents ou objets quelconques, reçue à titre confidentiel, à l'occasion de l'exécution du marché. Ces informations ne

peuvent, sans autorisation du Pouvoir Adjudicateur, être communiquées à d'autres personnes étrangères à l'exécution du marché.

Ces obligations de discrétion s'appliquent pendant et après l'exécution du marché. La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

2.7.3.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

2.7.3.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et les moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualités prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

2.7.4 Garanties

Les dispositions de l'article 28 du CCAG FSC s'exercent indépendamment de la garantie légale pour vice caché prévue aux articles 1641 et suivants du Code Civil.

2.7.5 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités. Elle ne nécessite aucune mise en demeure de la part du pouvoir adjudicateur. Elle se fait à la discrétion du pouvoir adjudicateur au regard des éventuelles justifications présentées par le titulaire. Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du prestataire à ses obligations contractuelles.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités sont dues quel que soit le montant.

2.7.5.1 Pénalités diverses

Les pénalités sont appliquées comme suit :

- retard de livraison : 50€ par jour ouvré
- retard pour une intervention sous garantie (après précision du délai d'intervention du titulaire): 50€ par jour ouvré
- absence non excusée à une réunion sur convocation de l'Administration : 50 €

2.8 Régime financier

2.8.1.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont forfaitaires et fermes.

2.8.1.2 Variation des prix

Le marché est à ferme. Il n'est pas prévu de révision de prix.

2.9 Modalités financières

2.9.1.1 Intérêts moratoires

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par l'Administration dès lors que la facture a été bien présentée, et après admission des fournitures. Dans le cas contraire, le délai commence à courir à compter de la date à laquelle l'admission des prestations est réputée acquise. À défaut, c'est la date de demande de paiement augmentée de deux (2) jours qui est retenue.

En cas de retard des sommes dues à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il en fasse la demande, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 et suivants. Le montant de l'indemnité forfaitaire est de 40 euros.

2.9.1.2 Présentation des demandes de paiement

Conformément à l'article L.2192-1 du Code de la Commande Publique, le titulaire transmet ses factures sous forme électronique et y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement. Cette transmission peut se faire à la fin de chaque livrable.

2.9.1.3 Taux de TVA

Conformément à l'article 294 du Code Général des Impôts, le département de la Guyane est provisoirement exonéré de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

2.9.1.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

2.9.1.5 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectuera par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro accessible à l'adresse suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

2.10 Dispositions diverses

2.10.1 - Forme des notifications et des informations

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite par tout moyen notamment dématérialisé ou sur supports électroniques permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

2.10.2 – Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur et le titulaire durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

2.10.3 – Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

2.10.4 - Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que le pouvoir adjudicateur n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire.

Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de quinze (15) jours à compter de la mise en demeure. Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents justifiant de la régularité de leurs obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du Code du Travail.

2.10.5 - Résiliations

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions du chapitre 6 du CCAG FCS. La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire :

- pour événements extérieurs au marché : décès ou incapacité civile du titulaire, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, Incapacité physique du titulaire,
- pour événements liés au marché : difficulté d'exécution du marché, ordre de service tardif,
- pour faute du titulaire : manquement aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement, inexactitude dans les renseignements ou documents transmis, actions ou pratiques frauduleuses, non respect des délais,

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Dans ce cas, les dispositions de l'article 33 du CCAG de référence s'appliquent.

Par contre, en cas de manquement aux obligations du présent marché et huit (8) jours après la mise en demeure faite par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet, l'Administration se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité.

2.10.6 - Différends

Les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS s'appliquent. L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou de l'exécution des prestations. Les deux parties peuvent recourir aux Comités consultatifs de règlement amiable des

différends ou saisir le médiateur des entreprises conformément aux articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la Commande Publique.

2.10.7 - Litiges et contentieux

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Cayenne, situé à l'adresse suivante :

7 rue Victor Schoelcher
BP 5030
97305 CAYENNE Cedex
Tél : 05 94 25 49 70
Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr
<http://guyane.tribunal-administratif.fr>

2.11 Clauses environnementales

Sans objet

Le titulaire devra justifier de l'exonération éventuelle du malus écologique sur le véhicule.

2.12 Clauses sociales

Le présent marché n'intègre pas de clauses en faveur de l'insertion professionnelle.

ARTICLE 3- CLAUSES TECHNIQUES

Il s'agit un véhicule de type pick-up « double cabine », 4x4, adapté à la circulation sur piste (env. 70%) et sur route (env. 30%).

Ce véhicule doit présenter tous les équipements de sécurité et de confort pour 4 passagers en cabines minimum. Les modèles avec strapontins à l'arrière ne sont pas autorisés.

Il doit permettre le transport de matériaux et marchandises diverses, ainsi que des bagages. Pour cela, il est nécessaire de disposer d'un grand volume de benne.

La durée de garantie des pièces et de la main d'œuvre (ne pourra être inférieure à deux (2) ans).

3.1 Caractéristiques techniques

Caractéristiques générales
Véhicule de type pick-up double cabine, 4x4 adapté à la circulation sur piste et route
Nombre de places minimum : 2 + 2 ou 2 + 3
Direction assistée
Climatisation
Dispositif d'attelage mixte
Carburant : diesel
Boîte automatique ou manuelle
Climatisation manuelle
Roue de secours normale (pas de galette)
Couleur carrosserie : blanc

3.2 Garanties

Ce véhicule étant destiné à être livré sur Maripasoula (transfert Cayenne → Maripasoula hors marché), les révisions annuelles seront gérées par le mécanicien du Parc Amazonien.

Le titulaire s'engage à maintenir la garantie constructeur dans ces conditions d'entretien. Les pièces seront commandées par le Parc Amazonien et conformes à l'utilisation du véhicule.

3.3 Malus/bonus et frais de carte grise

Les frais de gestion d'immatriculation et de carte grise seront à la charge du titulaire.

Le titulaire intégrera les éventuels frais de malus/bonus dans son offre. **En cas d'exonération du malus écologique ou du TMOM, l'offre devra préciser les justifications permettant une absence de malus.**

3.4 Lieu de livraison et taxes

Siège du Parc amazonien de Guyane à Rémire Montjoly.

L'offre comprendra les frais de ports et de dédouanement.

ARTICLE 4- DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

Il est dérogé au cahier des clauses administratives générales pour les articles suivants :

Clauses	Articles du présent CCP qui dérogent au CCAG FCS	Articles du CCAG FCS concernés
Pénalités	2.7.5	14.1.3